

Monsieur Arthur Menzies, ancien ambassadeur du Canada auprès de l'OTAN (1972-1976) et au Désarmement (1980-1982), fit valoir la nécessité d'une dissuasion accompagnée de mesures tendant à assurer la maîtrise des armements et le désarmement et à régler les conflits. Monsieur Menzies s'exprima ainsi :

“... la politique canadienne en matière de sécurité comporte, et a comporté, trois grands volets ayant tous la paix pour élément central : d'abord, dissuader l'adversaire d'attaquer, grâce aux accords de sécurité collective que sont le Traité de l'OTAN et l'Accord du NORAD; en deuxième lieu, déployer sans relâche les efforts voulus pour promouvoir la conclusion d'accords sur la limitation des armements et le désarmement dont l'observance serait vérifiable; et troisièmement, participer activement au règlement pacifique des différends, soutenir les efforts faits en ce sens, jouer un rôle dans les opérations de maintien de la paix dans ce contexte, et favoriser des démarches communes pour éliminer les causes socio-économiques des tensions et des conflits à l'échelle internationale.”

Monsieur Menzies précise plus loin qu'il s'agit en tout cela de faire ressortir “... la dimension canadienne de la paix internationale”.

À la question de savoir ce qu'il pensait de l'idée que le désarmement unilatéral peut conduire à la paix, Monsieur Menzies répondit que “l'étape serait longue avant que le Canada puisse se “libérer” des liens qui le relient aux États-Unis et à l'OTAN et que pour accéder au statut de pays non aligné, semblable à celui de la Suède, il lui faudrait probablement dépenser trois fois plus qu'il ne fait maintenant pour sa défense”.

Monsieur George Ignatieff, ancien Représentant permanent du Canada auprès de l'OTAN (1963), tout en niant que la politique de dissuasion ait échoué, fit valoir que la dissuasion elle-même était génératrice d'armements de plus en plus considérables; qu'elle nous avait entraînés vers une automatisation croissante et que cette automatisation comportait des risques de guerre par inadvertance.

Où est alors la solution? Monsieur Ignatieff ainsi que l'association “Science for Peace” dont il est membre préconisent un Institut : (a) qui, par le biais d'études scientifiques indépendamment conduites, remettrait en cause le bien-fondé stratégique ou tactique des divers systèmes d'armes mis en place pour la défense de nos pays, le but de cette révision étant d'éliminer de nos arsenaux les éléments parti-

culièrement dangereux et déséquilibrants qui s'y trouvent; et (b) qui, par ailleurs, ne confinerait pas ses recherches qu'aux seuls moyens “guerriers” de préserver la paix, mais aurait l'imagination et le courage de “bousculer” les idées reçues, surtout chez les “establishments” militaires ou diplomatiques intéressés à la durée de “l'ordre établi”, et de dégager des voies nouvelles, par exemple en s'efforçant de découvrir la contribution spécifique que les sciences politiques, sociales, économiques, psychologiques et éthiques pourraient apporter à une stabilisation générale de la vie internationale.

Il sera intéressant de mentionner, en dernier lieu, le fait qu'appelée par l'évolution du débat parlementaire à prendre position sur l'opportunité de laisser à l'Institut la faculté qui lui avait été impartie par l'avant-projet du Gouvernement de se pencher sur les questions relatives à la défense proprement dite, Madame Pauline Jewett du Nouveau parti démocratique n'opposa point d'objections fondamentales au maintien de cette clause, bien qu'elle tînt à marquer clairement qu'elle aurait préféré ne pas voir ce sujet figurer parmi les préoccupations primordiales du nouvel organisme.

Il est permis de conclure de ce qui précède qu'aucun de ceux qui choisirent d'intervenir sur le thème de la dissuasion prétendit que celle-ci fût une valeur absolue en soi qu'il fallait défendre sans aucun adoucissement : bien au contraire, tous reconnurent, explicitement ou implicitement, que la dissuasion pouvait fort bien aller de pair avec des mesures capables d'assurer la confiance et la stabilité et d'empêcher qu'elle-même devienne, à la longue, dangereusement incontrôlable.

b) *La sécurité par le désarmement*

Plusieurs organismes prirent directement le contre-pied des politiques dissuasives exposées ci-dessus, proclamant avec force que la sécurité ne réside que dans le désarmement; que les armes sont la condition *sine qua non* des guerres et qu'en proscrivant les armes, c'est la guerre qu'on abolit; qu'il n'y a aucune défense possible dans un conflit thermonucléaire; que par conséquent il serait déraisonnable que l'Institut perde son temps à étudier des problèmes insolubles; qu'il vaudrait mieux plutôt qu'il consacre ses énergies à changer les mentalités et à voir comment les sommes énormes que l'on verse maintenant dans le gouffre d'une défense impossible pourraient être mises à profit pour satisfaire aux besoins criants de l'humanité sous-développée.

Monsieur Jim Stark, Directeur de “l'Operation Dismantle”, s'attacha à démontrer que l'idée de “chercher la sécurité par le chemin du désarmement” était tellement “révolutionnaire” que les gens éprouvaient beaucoup de difficulté à s'y accoutu-